

DERIVATION de la RHUE

28 FEV 1957

Procès-verbal de récolement des ouvrages8 Janvier 1953Réserves faites par le Service des
PONTS et CHAUSSEES du CANTAL

Observations E.D.F.

R.N. 122 - Rétablissement de la R.N. 122 sur le siphon des Granges. L'ouvrage à construire devra être entrepris d'urgence après acceptation du projet et la chaussée aux abords remise en état.

549 - Les travaux de la déviation de ce chemin sont à terminer d'urgence, notamment empierrement et revêtement sur toute la longueur, pose d'une buse à la jonction avec la R.N. 122, passage sur le siphon, raccordement avec l'ancien chemin et remise en état de ce dernier défoncé par les transports nécessités par les travaux.

C.V. n° 1 et 4 de la Commune de LANOIRE - A raccorder avec le C.D. 549 et la R.N. 122. E.D.F. devra faire connaître et préciser comment sera effectué le franchissement du siphon, étant entendu que la déclivité ne devra pas excéder 7 %.

Chemins ruraux de la région de GRANGES - La remise en état de la chaussée détériorée par les transports devra être effectuée sans délai.

Le projet est en cours d'exécution et sera soumis prochainement au Service des Ponts et Chaussées.

La chaussée sera remise en état sur 100 m. de part et d'autre de l'ouvrage.

D'accord.

La route passera en remblai sur le siphon; la chaussée sera refaite dans la zone intéressée par les travaux.

Il s'agit de section du C.D. 549 déclassées depuis la construction par E.D.F. d'une déviation neuve allant de la R.N. 122 au hameau de GRANGES. La construction de cette déviation a amélioré considérablement l'accès au hameau de GRANGES et a permis de diriger sur ce chemin tout le trafic routier, d'ailleurs peu important.

Il s'ensuit que les C.V. 1 et 4, ex - C.D. 549, avantageusement remplacés par la déviation précédente, n'ont plus que le caractère de chemins d'exploitation agricole; il ne semblerait donc pas opportun d'engager sur ces chemins des frais considérables afin de respecter, en particulier à leur passage sur le siphon, une déclivité inférieure à 7 %.

Sous cette réserve, E.D.F. est d'accord pour examiner avec les Ponts & Chaussées les détails de ce franchissement.

E.D.F. n'a été saisie d'aucune réclamation des habitants; elle exécutera éventuellement des remises en état si les détériorations signalées ont été les conséquences directes de ses travaux.

C.D. 42 - La déviation établie pour le franchissement du siphon de la Tarontaine pourra être conservée, soit par la construction d'un ouvrage définitif, soit par remblaiement de la conduite. Le profil en long sera amélioré de façon à supprimer le dos d'âne actuel, la chaussée et le revêtement refaits sur toute la longueur.

R.N. n° 679 - L'Administration fait toutes réserves en ce qui concerne la submersion possible de la chaussée en amont et en aval du barrage de VAUSSAIRE, par suite d'une crue extraordinaire ou toute autre cause. Tous les dégâts ou dommages quelconques résultant de ce fait resteront à la charge d'E.D.F.

La déviation effectuée par cette dernière va être remise complètement en état, tant en ce qui concerne la chaussée que les ouvrages accessoires : talus, murs, etc ... ; il sera construit une buse pour l'écoulement des eaux à l'origine de la déviation.

Pont des Faux-Monnayeurs - Le chemisage en béton devra être arasé à la cote de 310 m., de façon à réduire les effets du batillage sur les maçonneries.

Pont de COINDRE - Les semelles de fondation sont à consolider.

de soutènement - Talus - Banquettes de sécurité - Garde-corps.

Sur toute l'étendue de la retenue comprise entre le barrage de VAUSSAIRE et le pont de COINDRE, l'Administration fait les plus expresses réserves en ce qui concerne les dégâts qui pourront être causés par les eaux et notamment par les affouillements provoquant la destruction ou l'affaissement des talus, murs et banquettes de sûreté, ainsi qu'à la chaussée par suite de l'infiltration des eaux susceptible de provoquer des tassements de l'assiette de la route ou des boursofflements en période gelée.

Tous les dégâts devront être réparés sans délai par E.D.F. qui reste, en outre, seule responsable des dommages que pourraient subir les usagers de la route. En outre, la présence du lac profond créé par la retenue augmente considérablement les conséquences d'un accident survenant aux véhicules empruntant cette section de route;

D'accord.

La route passera en remblai sur le siphon et sera refaite sur toute la longueur déviée.

Voir observations ci-dessous.

La déviation de la route sera remise en état à la fin des travaux ; la buse demandée, qui n'existait pas sur l'ancienne route, sera ajoutée à l'origine de la déviation.

Des travaux : rejointoiement des voûtes, chemisage des piles, ont déjà été exécutés pendant l'été 1952.

Les travaux complémentaires demandés feront l'objet d'un examen avec les représentants locaux des Ponts et Chaussées.

D'accord.

E.D.F. assumera toutes les charges et responsabilités découlant du droit commun.

E.D.F. ne pourrait donc être tenue qu'à l'indemnisation des préjudices certains, matériels et directs.

Sous réserve de dévis

il est possible que l'Administration soit contrainte d'envisager la construction de parapets garde-corps ou de barrières de sûreté plus importantes pour assurer une plus grande sécurité de la circulation. Si une telle mesure s'avère nécessaire, les travaux à entreprendre seront entièrement à la charge d'E.D.F.

Il est bien précisé que, comme suite aux accords antérieurs, une banquette sera immédiatement construite sur le côté droit de la route, entre les P.K. 14 k.000 et 14 k.080 .

Réception des ouvrages intéressant les voies de communication

Tous les ouvrages intéressant les voies de communication devront faire l'objet d'une réception spéciale avant leur prise en charge par l'Administration des Ponts et Chaussées .-

D'accord.

DERIVATION de la RHUE

Récolement des Ouvrages

8 Janvier 1953

Avis de l'Ingénieur en Chef du Service
n° 2 de l'Aménagement Agricole des Eaux

Observations E.D.F.

-1.- La convocation aux opérations de récolement indique que la dérivation de la Rhue est effectuée dans le cadre du décret de concession de la Hte-Dordogne du 11 Mars 1921.

Or, ce décret de concession permet "l'établissement et l'exploitation des ouvrages hydrauliques et des usines génératrices destinées à l'utilisation des chutes existant :

- a)
- b)
- c) sur la Rhue et ses affluents."

Nous avons recherché le dossier mis à l'enquête. M. de PAMPOLONNE, Ingénieur du Génie Rural, a établi un rapport en date du 15 Juillet 1918 sur cet aménagement.

Il n'est pas question à aucun moment de la dérivation des eaux de la Rhue pour les utiliser dans la retenue d'un barrage situé en amont de BORT.

Le projet réalisé de l'aménagement de BORT ne peut en effet être comparé au projet initial de l'aménagement mis à l'enquête. C'est pourquoi, à juste titre, le projet d'avenant déposé le 20 Octobre, 1942 comporte un article 2 dans lequel il est stipulé que l'art. 1er du cahier des charges annexé au décret du 11 Mars est remplacé par un article 1er nouveau.

Or, cet avenant n'a donné lieu à aucune consécration officielle à ce jour. Dans ces conditions, nous sommes invités à un récolement où des travaux de dérivation nous sont présentés :

- a) alors même qu'aucun dossier, même sommaire, de cette dérivation ne nous a été préalablement communiqué, ni à nous-mêmes, ni aux Services locaux du Ministère de l'Agriculture ;
- b) alors qu'il est patent qu'aucune enquête auprès des Collectivités locales n'a été effectuée et que, bien entendu, celles-ci n'ont été à aucun moment à même de faire valoir leurs droits, ni même de faire connaître leurs observations ;

c) alors que la dérivation de la Rhue n'a pas été explicitement autorisée dans le décret du 11 Mars 1921 ;

d) alors que l'avenant mis à l'enquête, le 20 Octobre 1942, ne précise en aucune manière que cette dérivation de la Rhue sera effectuée et qu'en tout état de cause, cet avenant n'a été l'objet d'aucune sanction officielle pour la raison essentielle qu'aucune réponse n'a été, à notre connaissance, apportée aux nombreuses observations ayant fait l'objet de la lettre du 24 Juin 1946 de M. le Ministre de l'Agriculture à M. le Ministre de la Production Industrielle .

Dans ces conditions, je déclare que la dérivation de la Rhue et les ouvrages présentés au récolement ont été exécutés en dehors de toute légalité .

-2.- Je reprends à mon compte les observations présentées par les représentants des collectivités locales concernant la réparation des dommages agricoles :

a) la fixation d'un débit réservé, tenant compte des besoins agricoles, devra être établie à l'aval de la dérivation ;

b) la révision de la charge piscicole s'impose ;

c) l'alimentation en eau potable des villages et exploitations agricoles sera rétablie là où la construction des ouvrages de dérivation aura tari les nappes, sources ou points d'eau ;

e. le concessionnaire indemniserà les agriculteurs des pertes de production agricole dues à l'assèchement des sources irriguant les prairies ;

e) le concessionnaire sera tenu de procéder au rétablissement des communications, et en particulier des chemins ruraux et d'exploitation qui constituent la voirie agricole ;

f) une industrie agricole de BORT (Tanneries) sera alimentée sur cette dérivation de la Rhue en eau de rivière naturelle de qualité chimique constante ;

E.D.F. se réfère au Cahier des Charges annexé au décret de concession du 11 mars 1921 .

Des études sont actuellement en cours en liaison avec le Génie Rural pour déterminer l'influence qu'a pu avoir le percement de la galerie de la Rhue sur le débit des sources et des puits

E.D.F. indemniserà les propriétaires ayant subi un préjudice réel du fait des travaux .

Le rétablissement des communications est traité dans le rapport des Ponts & Chaussées ; à notre connaissance, un seul chemin d'exploitation agricole sera supprimé par les travaux : il s'agit d'un chemin d'exploitation forestière situé sur la rive gauche de la Rhue, à l'aval du Pont des Faux-Monnayeurs, dans la propriété de Monsieur DELORT. L'indemnité d'expropriation fixée par la Commission Arbitrale a tenu compte de la subversion partielle de ce chemin .

Cette question sort du cadre des opérations de récolement des ouvrages de la dérivation de la Rhue. Au surplus, les droits des tiers sont réservés par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919 .

- g) la consigne d'exploitation de l'usine de Bort devra tenir compte du débit supplémentaire dérivé à partir de la Rhue ;
- h) la dérivation de la Rhue dans la retenue du barrage de Bort constitue, avec l'aménagement de cette portion de la Dordogne, un ensemble dont il est important de régulariser la situation juridique et administrative au plus tôt.

Il apparaît inadmissible de voir fonctionner ces ouvrages au mépris de toute législation avant même que la concession soit accordée .

Dans ces conditions, je déclare que la signature ci-jointe ne saurait en aucun cas être considérée comme une acceptation pure et simple de l'état de fait devant lequel les différents services de l'Agriculture sont placés .-

DERIVATION de la RHUE

Réserves formulées lors du récolement du 8 Janvier 1953	Observations E.D.F.
<u>M. le Maire de LANOBRE</u>	
M. CHARBONNEL, Adjoint, s'associe aux réserves de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées du Cantal .	Rien à signaler.
<u>M. le Maire de SAINT-ETIENNE-de-CHOMEIL</u>	
J. LANGE, Maire, s'associe aux observations M. le Conseiller Général de CHAMPS .	Rien à signaler.
<u>M. le Maire de RION-ès-MONTAGNE</u>	
M. DELTEIL, Maire, signale une demande d'un propriétaire exproprié qui désire que ses terrains ne soient submergés qu'après règlement par la Commission Arbitrale d'Evaluation .	La Commission Arbitrale d'Evaluation s'est prononcée le 27 Janvier 1953.
<u>M. le Maire de CHAMPS-s-TARENTAINE</u>	
Insiste sur la réparation du dommage, à titre définitif et non précaire, aux propriétaires dont les puits et sources ont été asséchés .	Voir réponse aux avis de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural.
<u>M. le Docteur CELLIER, Conseiller Général de CHAMPS-s-TARENTAINE</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - Estime insuffisant le débit réservé sur la Rhue - L'indemnité piscicole sera révisée conformément à l'étude faite par le Service des Eaux & Forêts . - Demande une juste indemnisation pour les propriétaires dont les puits et sources sont asséchés . 	Voir réponse aux avis de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural.
<u>M. l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées du Cantal :</u>	
Voir note ci-jointe.	Voir avis ci-joint.
<u>M. l'Ingénieur en Chef des Ponts & Chaussées de la Dordogne :</u>	
Pas d'observation, sauf adaptation de la réglementation d'annonce des crues aux conditions nouvelles .	Rien à signaler.

.../.

Réserves formulées lors du recensement
du 8 Janvier 1953

Observations E.D.F.

M. l'Ingénieur en Chef de l'Aménagement
Agricole des Eaux :

Voir note ci-jointe .

M. le Chef de l'Arrondissement des usines
hydro-électriques de la S.N.C.F.

Fait toutes réserves au sujet de l'influence
de VAUSSAIRE sur l'exploitation de l'usine de
COINDRE .-

Voir Avis ci-joint.

Région d'Équipement Hydraulique
MASSIF CENTRAL I
~~-----~~

AVIS d'ELECTRICITE de FRANCE
relatif aux observations produites au cours des opérations de récolement
des travaux de la Dérivation de la RHUE

----- 0000 -----

Sur le rétablissement des communications dont quelques détails seulement
restent à mettre au point avec le Service des Ponts & Chaussées ou à revoir,
semble-t-il, dans le sens de l'économie (caractéristiques des C.V. 1 et 4),
ELECTRICITE de FRANCE est d'accord avec ce Service .

En ce qui concerne les dégâts causés par les eaux et leurs conséquences,
ELECTRICITE de FRANCE ne peut qu'assumer toutes les charges et responsabilités
découlant du droit commun. Il en est de même en ce qui concerne les troubles
éventuels que l'exécution des ouvrages aurait apportés au régime des eaux .-

Clermont-Fd, le 8 Janvier 1953-.

Le Chef des Services Administratifs :

Signé: G. M. C.